

La pêche aux employés: un dur métier



## ECONOMIE

### 4000 postes peinent à trouver preneurs

Routiers, infirmières, éducateurs, ouvriers du bâtiment ou agents de sécurité : la liste des "métiers en tension" à la Réunion est longue. Car aussi surprenant que cela puisse paraître, certains secteurs de l'économie locale manquent de bras.

[12 septembre 2005]

#### • Formation : deux nouvelles initiatives

158 agents d'entretien, 140 "commerciaux", 72 maçons qualifiés et 549 agents de gardiennage et de sécurité. Selon l'enquête "Besoins en main d'œuvre 2005" de l'Assédic Réunion, les entreprises locales s'attendent à rencontrer des difficultés pour réaliser un tiers des 11 700 embauches prévues pour cette année. Tous les secteurs sont touchés dans une certaine mesure (voir ci-contre), mais les difficultés seraient plus aiguës dans le commerce, avec 48% de recrutements jugés difficiles. Le département manquerait d'abord de techniciens et d'employés (52%), de personnel d'encadrement (43%) et d'employés de vente et de services (42%). Géographiquement, les établissements du sud de l'île connaissent les plus grandes difficultés : 44% des recrutements posent problème dans cette région, notamment dans les métiers de gardiennage et de sécurité. Ils sont 34% dans l'ouest et 24% dans le nord et l'est. Comment expliquer une situation aussi paradoxale dans une région qui comptait 63 240 chômeurs en juillet, selon la Direction du travail (1) ? L'explication tient d'abord dans le peu d'attractivité des métiers proposés. "Dans le domaine paramédical, le problème est le même qu'en métropole, explique ainsi Marlène Jeanne, responsable de la CGTR-Santé. Les métiers d'infirmière ou de puéricultrice sont difficiles, ils demandent de longues études et ils ne sont pas suffisamment payés pour attirer les jeunes." Que ce soit dans l'hexagone ou dans notre île, les métiers du bâtiment, d'éducateur socioculturel ou d'agent d'entretien souffrent également d'un déficit d'image.

#### Manque de personnel qualifié

"Nous sommes dans un système où le travail ne doit pas être pénible, déplore Raymond Vaitilingom, secrétaire général de la Capeb. Quand l'idéal des jeunes est de travailler dans un bureau, un secteur comme le BTP n'arrive pas à en attirer et à en former suffisamment." Dans ces conditions, c'est surtout le personnel qualifié qui vient à manquer. "Nous n'avons pas de problème pour les métiers qui ne demandent pas de grande connaissance, poursuit-il. Ça devient plus compliqué dès qu'il s'agit d'emplois techniques, comme dans la métallurgie ou la couverture. Pourtant nous sommes l'un des secteurs qui paie le mieux." Ce phénomène ne concerne pas que le bâtiment. Si l'enquête de l'Assédic révèle par exemple un manque de 104 caissiers, il s'agit surtout de vendeurs disposant de compétences commerciales ou informatiques particulières. Les mécaniciens ne manquent pas sur l'île, mais il est parfois difficile d'en trouver qui maîtrisent les derniers systèmes électroniques des nouvelles voitures. Les entreprises de gardiennage et de sécurité soulignent le même manque d'employés formés (voir ci-contre).

## **Adapter l'offre à la demande**

Face à ce problème, les professionnels du recrutement posent la question de l'adéquation entre les offres d'emplois des entreprises et la réalité du marché du travail insulaire. L'exemple de la pénurie de VRP à la Réunion en fournit une illustration. "Les employeurs cherchent à recruter des attachés commerciaux en leur proposant de travailler en tant qu'indépendants, explique Frédéric Nicolas, directeur de l'agence ANPE de Saint-Denis. Or la plupart des gens veulent être salariés, ils recherchent d'abord la sécurité. D'une manière générale, il faut que les entreprises s'adaptent au marché de l'emploi, sans forcément rechercher la perle rare tout le temps." Trouver des personnels qualifiés pour des postes précis est d'autant plus difficile dans un département de 766 000 habitants situé à dix heures d'avion de la métropole. "Dans l'hexagone, les transporteurs routiers résolvent le problème en recrutant des chauffeurs dans toute l'Union européenne, rappelle Delphine Payet, responsable de la cellule transport à la formation de la CCIR. Des chauffeurs viennent de l'étranger pour travailler ici, mais c'est encore au compte-gouttes."

## **Travail au noir**

La situation demeure toutefois moins tendue qu'en métropole, où environ 300 000 emplois restent sans trouver preneur, soit 45% des prévisions de recrutement en 2005. "Il n'existe pas de métier en tension ici, dans le sens où on l'entend en métropole, estime pour sa part Serge Leroy, Directeur du travail. Les jeunes, notamment, sont de mieux en mieux formés." De fait, la proportion des recrutements estimés difficiles est en recul : elle est passée de 40,9% en 2002 à 33% en 2005. Les efforts en matière de formation en sont la raison la plus évidente (voir ci-contre). Toujours est-il que le problème demeure, et les chefs d'entreprise se chargent de le rappeler. "Ce n'est pas que la main d'œuvre n'existe pas, souligne Raymond Vaïtilingom. Mais beaucoup préfèrent bénéficier des aides sociales et arrondir leur revenu avec un travail au noir. Cela leur rapporte plus d'argent qu'un emploi légal." Derrière la question des métiers en tension se pose donc l'éternel problème du travail au noir.

## **Sébastien Lebourcq**

(1)- Données corrigées des variations saisonnières

► Les entreprises de sécurité victimes de leur succès Avec une estimation à 549 recrutements difficiles en 2005, les entreprises de gardiennage et de sécurité subissent, de loin, le plus important déficit de main d'œuvre du département. "C'est d'abord la répercussion du mode de vie actuel, explique Delphine Payet, qui gère la formation dans ce domaine à la CCIR. C'est un secteur qui bénéficie d'une forte demande. Les entreprises et les collectivités font de plus en plus appel à des services de sécurité." D'un côté le besoin de main d'œuvre s'est accru, de l'autre les critères pour travailler sont devenus plus stricts. Le CAP est ainsi obligatoire, du moins officiellement, depuis 1998. Surtout, les appels d'offre requièrent de plus en plus des agents disposant d'un niveau de qualification minimal. "Ce sont surtout des gens formés que nous n'arrivons pas à trouver, confirme Marcel Houmault, président de la Fédération réunionnaise des entreprises de sécurité privées. Nous faisons des efforts dans ce domaine, mais les donneurs d'ordre ne nous aident pas en tirant les appels d'offre vers le bas."